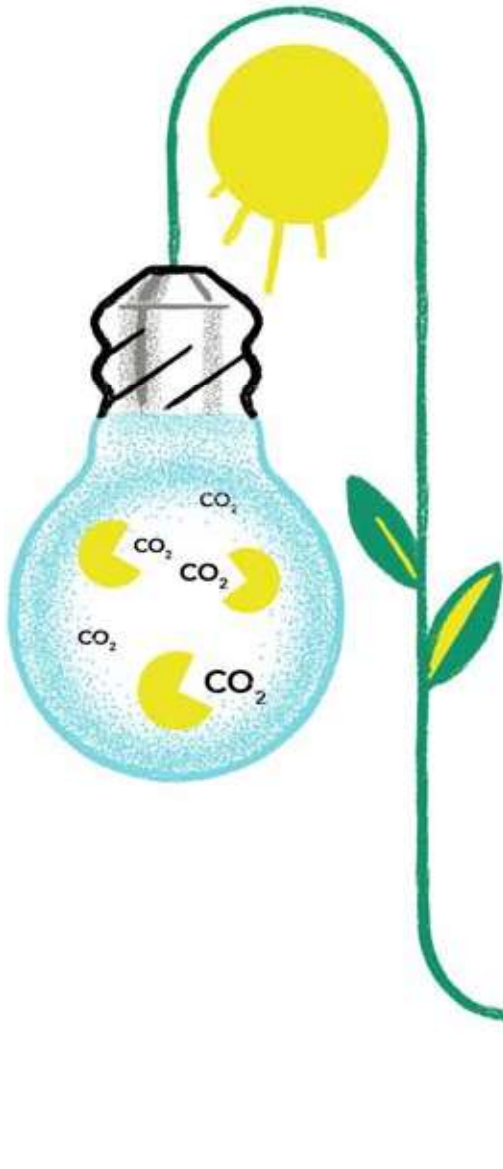


LES GRANDS LEVIERS ET OBSTACLES DE LA TRANSITION

Rien sans les technologies et un changement de comportement



Lutter contre les changements climatiques suppose la mise en œuvre de multiples solutions mobilisant citoyens, entreprises et autorités. Cela ne coule pas nécessairement de source, soit parce que le cadre légal fait défaut, soit pour des raisons de coûts ou encore parce que changer son comportement est tout sauf simple (ne dit-on pas que les habitudes ont la vie dure ?). C'est aux autorités qu'il revient de répondre à ces obstacles, en « guidant » la transition.

La seule bonne volonté de chacun ne nous suffira pas pour atteindre nos objectifs de diminution de gaz à effet de serre (voir, pour le cadre général, l'article 'Objectifs et moyens : une mise au point', page 6).

Et, en supposant qu'il y ait une acceptation générale au sujet d'une politique, si un projet (pouvant être considéré comme d'intérêt général) a un impact direct sur la vie du citoyen (éolienne, centrale électrique ...), la résistance à celui-ci peut monter crescendo. Les protestations de type NIMBY peuvent bloquer un projet durant plusieurs années. Il appartient dès lors aux autorités de mettre en place des procédures respectant les droits des citoyens et évitant les abus, et ce de manière à réduire le temps d'incertitude entourant l'aboutissement du projet. C'est là un élément clé de la transition : les milliards d'investissements qu'elle requiert ne peuvent attendre.

Des politiques sont donc indispensables pour inciter les investissements et changer les comportements. Certaines de ces politiques sont impopulaires, d'où la nécessité, pour les autorités, d'expliquer clairement la stratégie suivie et les objectifs recherchés. Expliquer le pourquoi d'une politique permet, à défaut de créer l'adhésion, de mieux faire comprendre les choix posés. À cela, il faut ajouter le courage politique.

ORGANISATION SPATIALE ET ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation sociétale figure parmi les grands leviers de la transition. Un aménagement du territoire basé entre autres sur une densification et une gestion durable des espaces et lieux de vie est crucial et doit s'inscrire dans le temps. Ses effets ne se feront sentir qu'à long terme mais seront incontestables (voir l'article 'Agir et investir aujourd'hui, mieux vivre demain', page 20). ▶

► La transition aura aussi un impact sur notre organisation du travail. L'étude sur le 100% renouvelable¹ indique que, vu le coût élevé du stockage électrique à long terme, les entreprises intensives en électricité devraient avoir des surcapacités pour ne produire que lorsqu'il y a abondance d'électricité (prix bas) et peu ou pas produire en période de rareté (prix haut). Outre les aspects liés aux coûts d'une surcapacité, c'est toute l'organisation du travail qui sera impactée. Les partenaires sociaux auront ici un rôle à jouer pour faire évoluer le cadre actuel en termes de flexibilité, indispensable à la transition. Dans le même ordre d'idées, en vue de diminuer les embouteillages, source de pollution et de perte de temps, un étalement des déplacements dans le temps (pour les trajets domicile-lieu de travail) est plus que souhaitable. Enfin, certaines de nos activités domestiques seront également impactées (lessive, charge véhicule électrique ...) et se feront de plus en plus en fonction des moments de production d'électricité verte (éolienne, panneaux PV ...). Bref, pour réussir, la transition énergétique demandera donc une plus grande flexibilité de notre part.

LES TECHNOLOGIES, TOUTES LES TECHNOLOGIES

Les technologies font aussi partie de la solution. Elles sont même incontournables. À ce titre, la Belgique doit continuer à soutenir (et même à renforcer) les politiques

d'innovation, qui permettent de diminuer les coûts des technologies actuelles et d'en rechercher de nouvelles. Ces politiques visent aussi à positionner les entreprises belges sur le marché international par le biais de produits compétitifs et innovants.

Vient ensuite la question du coût de certaines technologies lors de leur déploiement. Les débats sur les certificats verts en Flandre et en Wallonie montrent à quel point nous sommes sensibles aux coûts. Il en est de même pour le véhicule électrique, qui nécessitera beaucoup d'investissement à l'achat mais aussi pour l'installation de stations de charge et pour l'adaptation/le renforcement des réseaux de distribution d'électricité. La hauteur des coûts est liée à l'objectif que l'on se fixe d'une part et aux technologies auxquelles on fait appel d'autre part.

Ainsi, l'acceptation ou non-acceptation de l'utilisation de la biomasse, de la capture/séquestration du carbone ou encore du nucléaire aura un impact sur le coût. Marquées au fer rouge d'un « no passaran » par beaucoup (qui souvent sont ceux qui demandent également de renforcer nos ambitions), ces technologies sont acceptées par d'autres (qui reconnaissent en elles une partie de la solution).

De deux choses l'une : soit nos ambitions sont élevées, ouvertes à l'ensemble des technologies² et basées sur une « bonne » répartition des coûts, soit elles restent plus limitées. Notons que tant le GIEC³ que la Commission européenne mentionnent ces solutions comme faisant partie du mix énergétique qui répond à nos plus fortes ambitions.

Il est à noter que, de manière générale, les autorités n'ont pas à pousser ou interdire l'une ou l'autre technologie en particulier ; elles doivent donner un cadre définissant les règles du jeu de manière technologiquement neutre (par exemple, en fixant des niveaux d'émissions à atteindre).

NOS COMPORTEMENTS : UNE AFFAIRE DE POLITIQUE ?

Nos comportements doivent également s'adapter : arrêt ou diminution des gaspillages énergétique et alimentaire, tri ou recyclage, utilisation prolongée des appareillages, modification des moyens de déplacement, des destinations de vacances ... Nous savons tous que changer nos habitudes et comportements est un véritable défi. C'est la raison pour laquelle les autorités doivent influencer nos comportements via des politiques volontaristes.

Dans le cas des technologies comme dans celui des comportements, les politiques adoptées (normes, fiscalité, sensibilisation, campagne ...) doivent viser un triple objectif : la sécurité d'approvisionnement, la compétitivité des prix, le respect des engagements climatiques de réduction de gaz à effet de serre et de pollution atmosphérique (voir l'article 'Objectifs et moyens : une mise au point', page 6). ■

¹ Towards 100% renewable energy in Belgium in 2050, décembre 2012, Bureau fédéral du Plan, Institut de Conseil et d'Études en Développement durable (ICEDD) et Vlaams Instituut voor Technologisch Onderzoek (VITO).

² Toujours sous des conditions de sécurité strictes.

³ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Les autorités doivent donner un cadre définissant les règles du jeu de manière technologiquement neutre

La flexibilité dans l'organisation du travail est indispensable à la transition énergétique